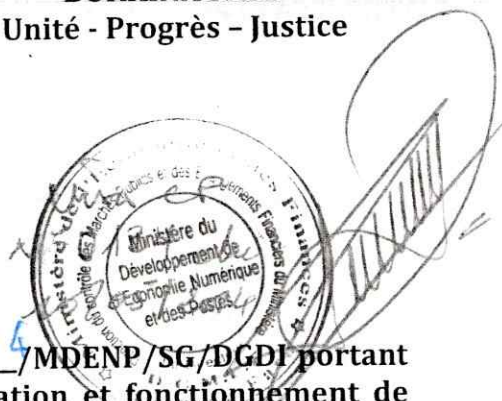


**MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES**

SECRETARIAT GENERAL

**DIRECTION GENERALE DU DEVELOPPEMENT
DE L'INDUSTRIE NUMERIQUE**

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice



**Arrêté N°2014/1014/MDENP/SG/DGDI portant
attributions, organisation et fonctionnement de
la Direction Générale du Développement de
l'Industrie numérique.**

**LE MINISTRE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE ET DES POSTES**

- Vu : La Constitution ;
- Vu : Le Décret n°2012-1038/PRES du 31 décembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu : Le Décret n°2013-002/PRES/PM du 02 janvier 2013 portant composition du Gouvernement du Burkina Faso ;
- Vu : Le Décret n°2013-104/PRES/PM/SGG-CM du 07 mars 2013 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu : Le Décret n°2013-404/PRES/PM/SGG-CM du 23 mai 2013 portant organisation type des départements ministériels ;
- Vu : Le Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes ;
- Sur proposition du Directeur Général du Développement de l'Industrie Numérique ;

ARRETE

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : En application des dispositions du Décret n°2013-664/PRES/PM/MDENP du 02 août 2013 portant organisation du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes, les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Direction Générale du Développement de l'Industrie numérique (DGDI) sont fixés ainsi qu'il suit :

TITRE II : ATTRIBUTIONS

ARTICLE 2 : La Direction générale du Développement de l'Industrie numérique est chargée de la création et de la promotion des conditions nécessaires à l'essor d'une industrie numérique au Burkina Faso.

A ce titre, elle a notamment pour missions :

- de contribuer à l'élaboration d'une politique nationale de développement de l'industrie numérique ;
 - d'assurer la mise en place de la législation et de la réglementation y relative ;
 - d'élaborer et d'assurer la gestion de tout projet devant permettre l'atteinte de ses missions notamment ceux relatifs aux pôles incubateurs de l'industrie numérique ;
-
- de veiller au développement de l'expertise nationale permettant de contribuer à l'établissement d'une industrie numérique ;
 - de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des domaines contribuant au développement de l'industrie numérique auxquels le Burkina Faso est partie ;
 - d'assurer la diffusion des normes techniques et des instruments juridiques internationaux dans le domaine de l'industrie numérique ;
 - de suivre les activités liées à la participation du Burkina Faso dans les institutions et organisations spécialisées relativement à ses attributions.

TITRE III : ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

ARTICLE 3 : La Direction générale du Développement de l'Industrie numérique (DGDI) est structurée ainsi qu'il suit :

- la Direction générale (DG) ;
- le Secrétariat particulier (SP) ;
- le Service administratif et financier (SAF) ;
- la Direction des Politiques et des Projets de développement de l'Industrie numérique (DPI) ;
- la Direction de la Formation et de la promotion de l'Expertise nationale dans le domaine des télécommunications/TIC (DFEN).

ARTICLE 4 : Le Directeur général du Développement de l'Industrie numérique (DGDI) anime et coordonne les activités de la Direction Générale :

- il exécute et/ou fait exécuter les mandats que lui confie le Ministre ou le Secrétaire général, examine et parachève les rapports des directions techniques en rapport de la Direction générale du Développement de l'Industrie numérique qu'il transmet au Secrétariat général sous la forme qui convient ;
- il prend toute initiative, en relation avec ses collaborateurs et suggère au Secrétaire général ou au Ministre toute action qu'il juge utile à la bonne gestion de la DGDI ou de son domaine d'intervention ;

- il répartit le travail et veille au respect des délais précisés dans les mandats délivrés par le Ministre ou le Secrétaire général ;
- il assure la représentation de la Direction générale auprès de la hiérarchie et des autres organismes et organisations partenaires.

CHAPITRE 1 : Le Secrétariat particulier

ARTICLE 5 : Le Secrétariat particulier est chargé :

- de réceptionner et d'enregistrer le courrier ou les dossiers transmis à la Direction générale ;
- de soumettre les dossiers ou correspondances au Directeur général et les ventiler ou archiver conformément à ses instructions ;
- de saisir, mettre en forme et enregistrer tout document élaboré au sein de la DGDI et confié au secrétariat pour cette fin par la Direction Générale ;
- ~~de reproduire les dossiers conformément~~ aux instructions de la Direction générale ;
- de gérer la reprographie des documents confidentiels confiés à elle/lui par le Directeur général ;
- de traiter selon les normes le courrier soumis à la signature du Directeur général, du Secrétaire général ou du Ministre ;
- d'assurer la transmission des documents élaborés par la Direction générale (lettres, rapports, bordereau etc.) en rapport avec l'agent de liaison y affecté ;
- de classer le courrier, les dossiers et documents déjà traités ou reçus à titre d'information conformément aux instructions du Directeur général ;
- d'assurer en relation avec le Directeur général la programmation des rendez-vous de celui-ci et des rencontres auxquelles il doit prendre part (conférence, réunion de cabinet, rendez-vous avec DG, ou tout autre évènement) ;
- d'assurer la communication et le rappel des horaires des rendez-vous ou des rencontres ;
- d'introduire les visiteurs du Directeur général ;
- de recevoir les appels téléphoniques arrivant au poste du Secrétariat particulier et d'effectuer ceux demandés par le Directeur général ;
- d'assurer une gestion optimale des matériels, équipements et fournitures de bureau mis à la disposition du Directeur général et de veiller particulièrement à leur entretien ;
- d'assurer le suivi des dossiers affectés par le Directeur général à ses différents services ;
- d'organiser les cadres internes de concertation ;
- d'accomplir toute autre tâche à lui/elle confiée par le Directeur général.

CHAPITRE 2 : Le Service administratif et financier

ARTICLE 6 : Le Service administratif et financier est chargé :

- d'élaborer en collaboration avec les directions techniques et suivant les orientations de la Direction générale, les avant-projets de budget de la DGDI ;

- d'exécuter en relation avec la Direction générale et suivre le budget de la DGDI ;
- d'initier et exécuter les budgets des différentes activités de la DGDI ;
- de gérer la caisse de menues dépenses ;
- de participer aux commissions d'attribution et de réception des marchés et biens et services ;
- de transmettre au Directeur général des informations relatives aux matériels commandés et livrés à la DGDI ;
- de tenir à jour la comptabilité matière des biens, meubles et immeubles et les documents de gestion ;
- de tenir à jour le livre-journal inventaire ;
- d'assurer la gestion des dossiers individuels du personnel de la DGDI ;
- ~~- d'élaborer les projets de contrat d'objectifs des agents qu'il soumet au Directeur général ;~~
- de l'élaboration des comptes de gestion de fin d'exercice budgétaire de la DGDI ;
- d'assurer la réception, le stockage et l'entretien des matériels ; équipements et fournitures de bureau mis à la disposition de la DGDI ;
- d'archiver et classer tout document à caractère comptable relatif au fonctionnement de la DGDI ;
- d'élaborer le programme d'activités et bilan d'activités de la DGDI ;
- d'exécuter toute autre mission ou tâche confiée à lui/elle par le Directeur général.

CHAPITRE 3 : La Direction des Politiques et des projets de développement de l'Industrie numérique (DPI)

ARTICLE 7 : La Direction des Politiques et des projets de développement de l'Industrie numérique (DPI) est chargée:

- d'initier et/ou de participer à l'élaboration des politiques, des stratégies et des plans nationaux et sectoriels de développement de l'industrie numérique et s'assurer de leur cohérence et de leur complémentarité ;
- de veiller à la prise en compte de ces politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement devant les intégrer et suivre leur mise en œuvre ;
- d'assurer la mise en place de la législation et de la réglementation y relative ;
- d'identifier et initier des contacts afin de développer et renforcer les coopérations, mutuellement profitables entre le Burkina Faso et les institutions spécialisées dans le secteur de l'industrie numérique ;
- de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des domaines contribuant au développement de l'industrie numérique ;
- d'assurer la coordination et le suivi des projets entrant dans le cadre de la stratégie de développement de l'industrie numérique ;

- d'élaborer un système de suivi évaluation des projets entrant dans le cadre du développement de l'industrie numérique (Technopôle, Call-Center, Smart-cities, pôles de croissance TIC etc.) ;
- de collecter et centraliser l'ensemble des données et informations au suivi et à l'évaluation de la stratégie nationale en matière de développement de l'industrie numérique ;
- de définir des indicateurs permettant de mieux appréhender l'état et le développement de l'industrie numérique au Burkina Faso ;
- d'assurer une veille technologique dans l'évolution des dispositifs d'incubation de l'industrie numérique ou d'intégration des TIC dans des structures à consonance géographique (Technopôle, pôle de croissance, smart-cities ou smart-villages etc.) ;
- d'assurer l'interface de la DGDl avec tout bureau ou consultant retenu en vue d'effectuer des études en matière de développement de l'industrie numérique ;
- d'assurer l'organisation et la coordination des colloques et conférences nationaux en vue de la validation des documents issus de ces études et devant passer par ce processus ;
- de garantir une large diffusion des TIC au sein des structures géographiques, leur accessibilité et leur appropriation par toutes les couches sociales y résidentes ainsi que la mobilisation de leur potentiel au profit des stratégies nationales de développement ;
- de participer à toute manifestation à caractère national pouvant offrir une opportunité de diffusion des TIC par son utilisation sur une aire géographique afin d'en exploiter et de montrer toute leur potentialité ;
- d'initier et conduire en collaboration avec la Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM), toute activité de communication pouvant donner une visibilité des politiques, stratégies et actions mises en œuvre dans le cadre du développement de l'industrie numérique ;
- de rédiger un rapport semestriel de mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion de l'industrie numérique ;
- de proposer toute démarche nécessaire à la correction des insuffisances constatées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale du développement de l'industrie numérique ;
- de collecter, tenir à jour et assurer la conservation des textes législatifs et réglementaires, ainsi que la documentation sur la réglementation du secteur des TIC en matière de norme d'industrie numérique ;
- d'assurer la diffusion des normes techniques et des instruments juridiques internationaux dans le domaine de l'industrie numérique ;
- de prendre l'initiative de toute action (réglementaire, organisationnelle et opérationnelle) visant au respect de ces normes au Burkina Faso ;
- d'exécuter toute autre mission ou tâche confiée par le Directeur Général.

CHAPITRE 4 : La Direction de la Formation et de la promotion de l'Expertise Nationale dans le domaine des Télécommunications/TIC (DFEN)

ARTICLE 8 : La Direction de la Formation et de la promotion de l'Expertise Nationale dans le domaine des Télécommunications/TIC (DFEN) est chargée :

- d'initier et/ou de participer à l'élaboration des politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels de développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale dans le domaine des Télécommunications/TIC et s'assurer de leur cohérence et de leur complémentarité ;
- de veiller à la prise en compte de ces politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels dans les différents plans de développement devant les intégrer et suivre leur mise en œuvre ;
- d'assurer la mise en place de la législation et de la réglementation y relative ;
- d'identifier et d'initier des contacts afin de développer et de renforcer les coopérations, mutuellement profitables, entre le Burkina Faso et les institutions spécialisées dans le domaine de la formation et de l'expertise en matière de Télécommunications/TIC ;
- de préparer, suivre et mettre en œuvre les accords, traités et conventions internationaux concernant le développement des domaines contribuant au développement de la formation et de la promotion de l'expertise en matière de Télécommunications/TIC ;
- d'assurer la coordination et le suivi des projets entrant dans le cadre de la stratégie de développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC ;
- d'élaborer un système de suivi-évaluation des projets entrant dans le cadre du développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC (Institut National Supérieur en TIC, Centre National d'excellence en TIC, Antennes des grandes écoles internationales en TIC) ;
- de collecter et centraliser l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi et à l'évaluation de la stratégie nationale en matière de développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC ;
- de définir des indicateurs permettant de mieux appréhender l'état et le développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de Télécommunications/TIC au Burkina Faso ;
- d'assurer l'interface de la DGDI avec tout bureau ou consultant retenu en vue d'effectuer des études en matière de formation et de promotion de l'expertise en télécommunications/TIC ;

- d'assurer l'organisation et la coordination des colloques, conférences nationales en vue de la validation des documents issus de ces études et devant passer par ce processus ;
- de participer à toute manifestation à caractère national pouvant offrir une opportunité de diffusion des offres de formation et de promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunication/TIC ;
- d'initier et de conduire en collaboration avec la Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle (DCPM), toute activité de communication pouvant donner une visibilité des politiques, des stratégies et actions mises en œuvre dans le cadre du développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC ;
- d'être l'interface de la DGGI avec toutes les structures nationales ou internationales de formation en Télécommunications/TIC auxquelles est lié le Burkina Faso et d'en suivre les activités ;
- d'assurer une veille technologique dans l'évolution des dispositifs, structures et politiques d'offres de formation en matière de Télécommunications/TIC dans les pays à expérience significative et pouvant être appliqué dans notre pays ;
- de rédiger un rapport semestriel de mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC, et des activités de la direction ;
- de proposer toute démarche nécessaire à la correction des insuffisances constatées dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la formation et de la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC ;
- de collecter, tenir à jour et assurer la conservation des textes législatifs et réglementaires, ainsi que la documentation sur la réglementation du secteur des TIC en matière de formation et d'expertise en matière de télécommunications/TIC ;
- de contribuer à la planification de la création des établissements d'enseignement supérieur notamment ceux ayant trait à la formation et à l'expertise dans le domaine des Télécommunications/TIC ;
- de proposer toute action préparant les sortants du cycle d'ingénieur et des techniciens supérieurs à l'emploi ou à des stages ;
- de développer des stratégies de diversification des filières de formation en matière de télécommunications/TIC en adéquation avec les besoins et l'offre ;
- de collecter et de communiquer aux apprenants ou à tout autre demandeur des données sur les structures de formation dans l'enseignement supérieur en matière de télécommunications/TIC ;

- de prendre l'initiative de toute action (partenariat, coopération) visant à réunir les conditions nécessaires au développement de la formation et à la promotion de l'expertise nationale en matière de télécommunications/TIC notamment dans le domaine de la recherche des bourses d'étude ;
- d'exécuter toute autre mission ou tâche confiée par le Directeur Général.

TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 9 : A la fin de chaque semestre, le Directeur général du Développement de l'industrie numérique adresse un rapport d'activités au secrétaire général du Développement de l'Economie Numérique et des Postes. Le projet de rapport est approuvé par le responsable du Service Administratif et financier sur la base des rapports des directions techniques, de son propre rapport, et de tout autre document fourni par la Direction Générale.

ARTICLE 10 : Chaque directeur technique ainsi que le/la secrétaire, selon ses compétences, s'acquitte avec objectivité et franchise des missions qui lui sont confiées.

Il/elle fait diligence pour exécuter toute tâche ou mission confiée dans les délais prescrits par le mandat. En cas d'impossibilité de respecter les délais, le Directeur Général juge des dispositions utiles à prendre.

ARTICLE 11 : Le Directeur Général du Développement de l'industrie numérique et les Directeurs de services sont nommés par décret en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre en charge du développement de l'économie numérique et des postes.

ARTICLE 12 : Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature.

ARTICLE 13 : Le secrétaire général du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes et le Directeur Général du Développement de l'Industrie numérique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le

16 MAI 2014

Ampliatiions :

1. Original
1. CAB/MDENP
2. SG/MDENP
1. MEF
1. MFPRE
1. Toutes directions centrales
1. J.O



Pr. Jean KOULIDIATI
Officier de l'Ordre National